



CHAPITRE 7

Loi modifiant la Loi modifiant la Loi sur l'évaluation
foncière et modifiant d'autres dispositions législatives

[Sanctionnée le 17 mai 1979]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1978, c. 59,
a. 22, mod.

1. L'article 22 de la Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière et modifiant d'autres dispositions législatives (1978, chapitre 59) est modifié par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par les suivants:

Surtaxe
pour 1979.

«Malgré l'article 521a de la Loi des cités et villes et l'article 696b du Code municipal, une corporation municipale peut imposer et prélever la surtaxe sur les terrains vagues desservis en tout temps au cours de son exercice financier commençant en 1979, si ces terrains sont identifiés comme tels au rôle d'évaluation le 1^{er} octobre 1979.

Immeubles
assujettis.

Malgré le troisième alinéa du paragraphe 1 de l'article 7 de la Loi sur l'évaluation foncière édicté par le paragraphe a de l'article 2 de la présente loi, le rôle fait ou révisé pour l'exercice financier commençant en 1979 doit indiquer tout immeuble qui peut être assujetti à la surtaxe sur les terrains vagues desservis si la résolution à cet effet est adoptée et transmise à l'évaluateur avant le 1^{er} août 1979.»

1978, c. 59,
a. 24, mod.

2. L'article 24 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

Taux
supérieur.

«Avant le 1^{er} août 1979, le conseil d'une corporation municipale peut, à l'égard de la compensation imposée au propriétaire d'un immeuble visé aux paragraphes 3, 4, 6, 7, 9, 10 et 11 du premier alinéa de l'article 18 de la Loi sur l'évaluation foncière pour son exercice financier commençant en 1978, fixer un taux supérieur à celui déterminé au cours de cet exercice, pourvu que

ce taux n'excède pas celui fixé par le deuxième alinéa de l'article 18 de ladite loi.

Disposition
applicable
en 1979.

Le deuxième alinéa s'applique également, sauf à Montréal et à Québec, quant à l'exercice financier commençant en 1979.

Demande
de
paiement.

Une demande de paiement du supplément qui découle de l'exercice du pouvoir conféré par le deuxième ou le troisième alinéa doit être transmise avant la date mentionnée au deuxième alinéa.

Disposition
applicable.

Le présent article s'applique malgré toute disposition incompatible d'une loi générale ou spéciale.»

1978, c. 59,
ann. B,
remp.

3. L'annexe B de ladite loi est remplacée par la suivante:

“ANNEXE B

CORPORATIONS MUNICIPALES DONT LE PREMIER RÔLE
D'ÉVALUATION ANNUEL EST CELUI FAIT ET DÉPOSÉ
POUR LEUR EXERCICE FINANCIER COMMENÇANT EN 1979

Cité de Chambly
Cité de Deux-Montagnes
Cité de Montmagny
Cité de Sorel
Ville de Berthierville
Ville de Cabano
Ville de Dégelis
Ville de Dorion
Ville d'East Angus
Ville de l'Île-Cadieux
Ville de Marieville
Ville de Matane
Ville de Mont-Laurier
Ville de Nicolet
Ville de Notre-Dame-du-Lac
Ville de Repentigny
Ville de Rigaud
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts
Ville de Sainte-Anne-des-Monts
Ville de Saint-Césaire
Ville de Saint-Eustache
Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac
Ville de Saint-Nicolas
Ville de Schefferville
Ville de Témiscaming
Ville de Thurso

Ville de Val d'Or
Ville de Ville-Marie
Village de Deauville
Village de Deschaillons-sur-Saint-Laurent
Village de Fortierville
Village de Lotbinière
Village d'Ormstown
Village de Rimouski-Est
Village de Saint-Charles-sur-Richelieu
Village de Saint-Chrysostome
Village de Saint-Georges-de-Cacouna
Village de Saint-Jacques
Village de Saint-Jean-de-Boischatel
Village de Saint-Patrice-de-Beaurivage
Village de Saint-Sauveur-des-Monts
Village de Saint-Ulric
Paroisse de Lac Paré
Paroisse de La Plaine
Paroisse de L'Assomption
Paroisse de La-Visitation-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie
Paroisse de La-Visitation-de-la-Sainte-Vierge-de-l'Isle-du-Pads
Paroisse de L'Épiphanie
Paroisse de Notre-Dame-de-Bon-Secours
Paroisse de Notre-Dame-de-Pierreville
Paroisse de Saint-Anaclet-de-Lessard
Paroisse de Saint-André-d'Argenteuil
Paroisse de Sainte-Anne-de-Sorel
Paroisse de Saint-Antoine-de-Lavaltrie
Paroisse de Saint-Arsène
Paroisse de Saint-Charles
Paroisse de Saint-Clément
Paroisse de Saint-Elphège
Paroisse de Saint-Epiphanie
Paroisse de Sainte-Famille
Paroisse de Sainte-Geneviève-de-Berthier
Paroisse de Saint-Georges-de-Cacouna
Paroisse de Saint-Gérard-Majella
Paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur
Paroisse de Saint-Ignace-de-Loyola
Paroisse de Saint-Jean-Chrysostome
Paroisse de Saint-Joachim
Paroisse de Saint-Jude
Paroisse de Saint-Lazare (Vaudreuil)
Paroisse de Saint-Louis
Paroisse de Saint-Louis-de-Lotbinière
Paroisse de Saint-Luc (Matane)
Paroisse de Saint-Malachie-d'Ormstown
Paroisse de Saint-Marcel

Paroisse de Sainte-Odile-sur-Rimouski
 Paroisse de Saint-Patrice-de-Beaurivage
 Paroisse de Saint-Paul-d'Abbotsford
 Paroisse de Saint-Paul-de-la-Croix
 Paroisse de Sainte-Philomène-de-Fortierville
 Paroisse de Saint-Pie-de-Guire
 Paroisse de Saint-Pierre-de-Sorel
 Paroisse de Saint-Sauveur
 Paroisse de Saint-Sulpice
 Paroisse de Saint-Télesphore
 Paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville
 Paroisse de Saint-Ulric-de-Matane
 Paroisse de Saint-Viateur
 Paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval
 Paroisse de Très-Saint-Rédempteur
 Canton de Chertsey
 Canton de Grenville
 Canton d'Ireland, partie nord
 Canton de Kiamika
 Canton de Wentworth
 Municipalité de Bernières
 Municipalité du Bic
 Municipalité de Chute-Saint-Philippe
 Municipalité de Des Ruisseaux
 Municipalité de Lac-des-Seize-Iles
 Municipalité de Lac Nominigüe
 Municipalité de La Conception
 Municipalité de Mont-Rolland
 Municipalité de Petite-Matane
 Municipalité de Prévost
 Municipalité de Rémigny
 Municipalité de Rivière-Blanche
 Municipalité de Rock Forest
 Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard
 Municipalité de Saint-Calixte
 Municipalité de Saint-Clet
 Municipalité de Sainte-Françoise
 Municipalité de Saint-Guillaume-de-Granada
 Municipalité de Saint-Jean-Baptiste-de-l'Isle-Verte
 Municipalité de Sainte-Paule
 Municipalité de Sainte-Sophie (Mégantic)
 Municipalité de Terrasse-Vaudreuil
 Municipalité de Val-Alain
 Municipalité de Val-des-Lacs».

Effet.

4. La présente loi a effet à compter du 22 décembre 1978.Entrée en
vigueur.**5.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.